

Comment faire émerger des War Studies à la française ?

Entretien avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire

Quelle est la définition des War Studies ?

Les « études sur la guerre » peuvent être définies comme le domaine de recherche pluridisciplinaire ayant la guerre au sens large pour objet. Elles reposent sur le présupposé que la guerre est un « fait social total », dans le sens où la guerre sous toutes ses formes touche toujours et en même temps à la politique, l'économie, l'histoire, la sociologie, l'éthique, la géographie, le droit, etc. Elle est un phénomène complet qui se prête mal au découpage disciplinaire et que seule une approche transversale permet de comprendre. De ce point de vue, les études sur la guerre incluent par définition toute approche disciplinaire de la guerre (histoire militaire, droit des conflits armés, éthique de la guerre, sociologie des forces armées, économie de défense, etc.). Leur raison d'être est précisément de réunir ces approches éclatées.

Reconnues comme une discipline académique dans le monde anglophone depuis au moins un demi-siècle, les études sur la guerre sont particulièrement développées dans les universités britanniques. Le département de War Studies du King's College de Londres, fondé en 1962, reste la référence mondiale en la matière. Ailleurs en Europe, les pays nordiques sont également bien dotés et le Danemark se distingue avec deux centres de recherche récents mais dynamiques, dont le Center for War Studies de l'Université du Danemark du Sud, actuellement dirigé par un Français, le professeur Olivier Schmitt, avec lequel nous travaillons étroitement. En Amérique du Nord, il y a également une profusion de centres et un très grand nombre de chercheurs. Le paysage est donc clairement dominé par les institutions anglophones.

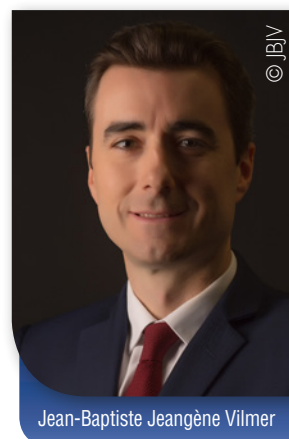
L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), que j'ai l'honneur de diriger, est le premier centre de recherche dans le monde fran-

cophone, en nombre de chercheurs permanents – une trentaine – se consacrant exclusivement à l'étude des conflits armés sous toutes ses formes.

Quelles sont les raisons du retard français en la matière ?

En France¹, le champ a longtemps souffert de deux maux : la marginalisation et la fragmentation. La marginalisation est en partie due à une persistance (minoritaire mais tenace) d'un certain antimilitarisme de l'université française. Ancré dans des temps anciens – le maréchal Lyautey dénonçait déjà en 1891 cette « vieille prévention des hommes de pensée contre les gens d'épée » –, il s'est développé durant la Guerre froide. Beaucoup d'universitaires croyaient à la pacification graduelle des relations internationales. L'avenir ne leur a malheureusement pas donné raison.

La marginalisation des études sur la guerre est en outre renforcée par d'autres facteurs, liés à la dimension pratique de l'objet d'étude. Travailler sur la guerre implique – en tout cas pour ceux qui veulent le faire sérieusement – d'échanger avec les politiques qui la décident et les militaires qui la conduisent. Or, certains estiment que cette posture menace l'indépendance de la recherche. Les chercheurs en études sur la guerre souffrent donc d'une présomption d'illégitimité scientifique : souvent perçus comme des « experts », voire des « conseillers du prince » lorsqu'ils ont la mauvaise idée de donner à leur recherche une forme digeste pour le décideur, ils doivent sans cesse prouver la scientificité de leur travail. Ce mépris de la pratique est encore une exception française : aux États-Unis par exemple, les carrières faites d'allers-retours entre l'université et l'administration sont fréquentes, et il semble évident à tout le monde que dans ces domaines – la politique étrangère ou la défense – c'est un enrichissement mutuel.



Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

© JBIV

¹ : Ces réponses sont en partie tirées de J.-B. Jeangène Vilmer, Le tournant des études sur la guerre en France, Revue Défense Nationale, n°800, 2017, p. 51-61.



© Shutterstock

Fondé en 1962, le département des War Studies du King's College de Londres est une référence mondiale en la matière.

Quant à la fragmentation du champ, elle est d'abord disciplinaire, puisqu'en France les sciences « phares » qui étudient la guerre, comme l'histoire, le droit, la science politique ou la géographie, défendent leur pré carré et ne dialoguent que très peu mutuellement, alors que les études sur la guerre sont fondées sur la pluridisciplinarité. Pour cette raison, se tourner vers les études sur la guerre revient souvent à se détourner de sa discipline d'origine, et risquer d'être finalement marginalisé par elle. La fragmentation est aussi institutionnelle : on réfléchit sur les conflits armés à de nombreux endroits – dans les universités, les instituts de recherche, au sein des ministères et même dans les grandes entreprises – mais généralement pas ensemble. Chacun reste dans son monde. Ce sont pourtant des institutions extra-universitaires qui, pendant des décennies, ont animé le débat stratégique. Avec moins de moyens que leurs homologues britanniques et allemands, ils ont fourni une production qui n'avait parfois rien à leur envier. Manquant d'expérience, d'outils et de ressources humaines sur l'étude des conflits armés, les universités commencent à comprendre qu'au lieu de mépriser les think tanks et autres instituts de recherche, leur intérêt est de s'en rapprocher pour travailler ensemble.

En quoi consistent les études de War Studies en France aujourd'hui ?

Depuis quelques années, la donne a changé pour plusieurs raisons. Premièrement, le renouvellement générationnel, qui s'est fait à la fois de l'in-

térieur et par l'extérieur. En France, les bourses doctorales du ministère de la Défense/des Armées ont contribué à faire émerger des jeunes chercheurs, dont certains occupent aujourd'hui des postes importants. L'IRSEM est très investi dans la formation de cette « relève stratégique ». Cette nouvelle génération est aussi issue d'une mobilité internationale croissante. Un certain nombre de jeunes chercheurs français sont allés se former à l'étranger dans les pays où les *War Studies* sont prises au sérieux. Ceux d'entre eux qui reviennent (ce qui n'est pas le cas de tous) contribuent à importer cette mentalité en France.

Deuxièmement, un autre facteur de changement est le contexte sécuritaire international et national. La multiplication des opérations militaires et le risque terroriste accru ont contribué à une prise de conscience, parfois brutale, de l'importance sociale du sujet.

Troisièmement, il faut insister sur le rôle du ministère des Armées. Jamais la recherche stratégique n'aura été autant promue qu'au cours des dernières années. Cette volonté ministérielle, mise en œuvre par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie, s'incarne dans un Pacte enseignement supérieur (PES) qui, en plus des allocations doctorales et postdoctorales déjà fournies, prévoit le financement de plusieurs centres de recherche dans le domaine des études sur la guerre. L'un des intérêts de cette mesure est d'accroître l'employabilité des jeunes chercheurs en incitant les universités à créer des postes.

Quatrièmement, il y a aussi l'espoir d'une fécondation croisée entre militaires et chercheurs : de plus en plus de chercheurs civils s'engagent dans la réserve opérationnelle ou citoyenne ; et réciproquement nous constatons que de plus en plus de militaires de carrières entreprennent un doctorat.

Comment mieux faire émerger la recherche stratégique française demain ? Quelles sont les pistes pour l'avenir ?

Les efforts consentis par plusieurs acteurs pour développer les études sur la guerre en France ces dernières années sont sans précédent, mais les difficultés sont telles que l'on ne pourra pas faire l'économie d'une approche globale : ce sont les



© Sgt Henry Villaroma / U.S. Army

Parachutistes de la 173rd Airborne Brigade en exercice multinational Immediate Response, en Slovénie en mai 2019. Faciliter la « fécondation croisée » entre le monde militaire et celui des chercheurs est un vrai défi.

mentalités qu'il faut changer, de l'intérieur des milieux académique et militaire. Cela signifie, pour le ministère des Armées, qu'il faut coopérer étroitement avec le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Il faut également prendre garde au morcellement, qui a toujours été l'une des causes de la faiblesse de la recherche stratégique dans notre pays : ce n'est qu'en soutenant les quelques pôles réellement prometteurs, parce qu'ils ont la masse critique et la qualité requise, que l'on pourra faire émerger des *War Studies* à la française.

Dans les milieux académiques, deux défis principaux subsistent. Le premier est la scientificité

du champ. En France, pas seulement dans ce domaine malheureusement, trop de productions ne correspondent pas aux standards qui seraient attendus dans d'autres pays, comme l'évaluation en double aveugle par les pairs pour les articles scientifiques. Trop de revues et d'éditeurs publient les yeux fermés, parce qu'ils connaissent les auteurs ou n'osent pas les corriger. Au final, le meilleur peut trop facilement côtoyer le pire. La nouvelle génération, souvent formée à l'étranger et qui publie davantage en anglais, devrait contribuer à importer les standards internationaux et à promouvoir la rigueur scientifique dans les publications françaises.



Réunion du comité militaire de l'OTAN en format chefs d'état-major, à Bruxelles en mai 2019. L'internationalisation croissante de leurs postes confronte de plus en plus les officiers français à des partenaires étrangers très bien formés à la pratique de l'analyse stratégique.

Le second défi est l'interdisciplinarité. La profusion actuelle de formations, souvent de niveau master, sur les questions de défense et de sécurité dans les universités françaises ne contribue qu'imparfaitement à faire émerger des études sur la guerre en France. Perçues comme des spécialités offertes au sein d'un département disciplinaire, le plus souvent la science politique, l'histoire ou le droit, elles manquent l'idée première des études sur la guerre, qui est précisément de s'émanciper des disciplines. Notre système universitaire, centralisé et conservateur, n'encourage pas les approches pluridisciplinaires et les universités n'ont ni la liberté ni les moyens de s'affranchir des catégories existantes. Cela vaut pour les études sur la guerre comme pour les relations internationales (cela fait un siècle qu'il existe des départements de relations internationales au Royaume-Uni et aux États-Unis, alors qu'il n'y en a toujours aucun en France car les relations internationales ne sont pas reconnues comme une discipline à part entière).

Dans les milieux militaires, enfin, le défi principal est l'attractivité de la recherche. Pour des raisons compréhensibles dans un contexte de surchauffe opérationnelle des armées, les plus hauts potentiels sont orientés vers des postes de commandement, d'état-major ou de cabinet, et passer même quelques années à faire de la recherche n'est généralement pas valorisé dans la carrière. C'est pourquoi, contrairement aux États-Unis, par

exemple, les militaires docteurs ou doctorants sont rares en France. Sauf exception, ils ont vu leur progression ralentie. Néanmoins, l'internationalisation croissante de nos officiers supérieurs les expose de plus en plus à des collègues étrangers docteurs, voire à certains postes dans les organisations internationales pour lesquels le doctorat est valorisé, ou même exigé. Il faut espérer que cela finira par améliorer l'image du doctorat et, au-delà, de la recherche au sein des armées.

D'une manière générale, les résistances sont nombreuses mais la dynamique actuelle est puissante et elle va dans le sens de l'histoire. Les études sur la guerre existent depuis longtemps ailleurs et se renforcent partout. La France a pris le train en marche mais elle l'a pris. L'accélération des dernières années est évidente et, tant que l'avenir sera gros de menaces, étudier la guerre restera une priorité.

Quels débouchés les War Studies offrent-elles aux étudiants qui empruntent cette voie ?

A la croisée de plusieurs disciplines comme de la théorie et de la pratique, les *War Studies* offrent des perspectives très diversifiées, dans essentiellement trois directions : la recherche (universités, CNRS, instituts, think tanks), la fonction publique (ministères et agences de l'État) et le privé (de la start-up à la grande entreprise), le tout en France ou à l'étranger.

Ma recommandation pour les étudiants qui s'engagent dans cette voie est de rester suffisamment polyvalents et curieux pour maintenir plusieurs portes ouvertes. C'est particulièrement nécessaire pour ceux d'entre eux qui se destinent à une carrière universitaire, compte tenu du peu de postes disponibles. Un bon exercice pour cela est de développer non seulement les expériences mais aussi une capacité à s'exprimer dans la plus grande variété de formats, du tweet à l'ouvrage scientifique en passant par la note administrative pour le décideur, l'interview, la tribune dans la presse et l'article dans une revue évaluée par les pairs en double aveugle. Ici comme ailleurs, la faculté d'adaptation est souvent une clé de la réussite.

Propos recueillis par Sophie Jacquin SN53
Politique de défense*